

DÉBAT

Volker PERTHES, Président et directeur du *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*

Merci beaucoup. Pour être honnête, je ne pense pas qu'un Européen ou un Américain ait déclaré que l'Europe ou les États-Unis allaient sauver le monde arabe. C'eût été effectivement très arrogant. Je pense que la complémentarité dont vous avez parlé est un concept très intéressant qu'il faut adopter. Nous devons féliciter la Ligue arabe pour avoir pris, à l'égard de la Syrie, des décisions que le Conseil de sécurité des Nations Unies, en dépit de nos efforts, n'a pas été en mesure de prendre ou sur lesquelles il n'a pas été en mesure de s'accorder.

Avant de donner la parole à Ed et Christophe, j'aimerais offrir à la salle la possibilité de formuler deux ou trois questions ou brefs commentaires, qui seront probablement adressés à l'un ou l'autre des intervenants.

Pierre LEVY, ancien Directeur du Centre d'Analyses et de prévision du ministère français des Affaires étrangères

J'aimerais revenir sur trois remarques. Volker a déclaré au début qu'aucun pays n'était à l'abri ; le Secrétaire général a parlé de la nécessité de la paix et d'un nouvel ordre dans la région ; et Son Altesse Royale a évoqué l'Iran. J'aimerais introduire l'Iran dans le débat. Je sais, bien sûr, que l'Iran n'est pas un pays arabe, mais il me semble pertinent de le faire pour deux raisons. D'abord, nous savons qu'il existe dans ce pays une aspiration à la démocratie, et nous nous souvenons de ce qui s'est passé en 2009. Nous savons en outre que le régime est divisé et que la situation en Iran pourrait devenir instable. Ensuite, nous savons aussi que l'Iran peut être une menace pour la région dans son ensemble et pour les pays de cette région et que Téhéran a un fort pouvoir de nuisance, avec des accointances en Syrie et ailleurs, sans parler, bien sûr de ses ambitions nucléaires.

J'aimerais savoir quelle place occupera selon vous l'Iran dans ce tableau général. L'Iran se tiendra-t-il en dehors de tout cela ou bien jouera-t-il un rôle positif ou négatif ? Je suis désolé de poser une question aussi vaste, mais à mon avis on peut difficilement parler de ce qui se passe dans la région sans parler de l'Iran.

Mary ROBINSON, ancienne Présidente de l'Irlande, Présidente de la Fondation Mary Robinson

Étant donné l'absence de parité hommes-femmes dans cette enceinte de discussion, je me sens obligée de poser la question de la place des femmes dans le monde arabe, même si je sais que de nombreuses assurances ont été données. En effet, en Tunisie, au cours d'une réunion organisée par la Fondation Mo Ibrahim (Martti Ahtisaari et Amr étaient également présents), j'ai rencontré une blogueuse qui m'a fait part d'une crainte que j'aimerais exprimer à Amr et à l'éminent ancien ambassadeur d'Irlande, SAR le Prince Turki : si les Frères musulmans, voire peut-être des partis plus fondamentalistes que les Frères musulmans, gagnent dans un certain nombre de pays et si la loi de la Charia, comme vous l'avez indiqué, est inscrite dans les principes constitutionnels de base de la nouvelle Égypte, il pourrait y avoir une dérive et le risque d'un retour en arrière pour les femmes. Je pense que c'est une éventualité qui inquiète un



certain nombre de femmes parce qu'elles ont joué un rôle très actif et qu'elles ont été très souvent au premier rang des manifestations dans les rues ou sur les places. Elles craignent maintenant que la révolution ne tienne pas ses promesses. Je serais heureuse de connaître l'opinion de chacun de vous sur ce point.

Anil RAZDAN, Ancien ministre de l'Énergie de l'Inde

Quand j'entends les termes « Printemps arabe » ou « Réveil arabe », il me semble parfois que c'est comme une « adolescence arabe », comme si un jeune homme furieux voulait renverser les régimes parce qu'il est mécontent de ce qui se passe. Or il n'y a pas nécessairement de relève en vue ou du moins un plan organisé pour quelque chose qui émane de la base dans un cadre démocratique. Cela fait probablement courir le risque d'un vide politique parce que je peux voir que de nombreux militaires et religieux seraient prêts à se parer de l'habit démocratique civil pour occuper ces postes vacants. Sauf si nous mettons une organisation en place et si nous considérons le monde arabe comme un espace unifié, ayant quelque chose (au moins un système de valeurs) en commun. Peut-on envisager quelque chose comme un Parlement arabe ou une Union arabe, à l'instar de l'Union Européenne, qui, grâce à ses propres procédures et un système de valeurs, et à ces valeurs démocratiques, peut répondre aux aspirations de la population.

J'aimerais soulever, rapidement, un deuxième point en raison de l'importance stratégique de la zone et de mon intérêt pour les questions d'énergie : quels effets les événements survenus, en cours et susceptibles de se produire dans le monde arabe, auront-ils sur la sécurité énergétique d'après nos intervenants ?

Robert BADINTER, Ancien Garde des Sceaux, ministre français de la Justice, ancien président du Conseil Constitutionnel français

Il y a, et je tiens à le dire, un seul terme qui convient pour ce qu'il y a de bien dans le monde arabe. Ça n'est ni nécessairement le terme poétique « printemps » ni le terme « réveil » qui impliquerait en effet un long sommeil. Il faut dire les choses simplement et le propos a été un instant effleuré par Monsieur de Margerie, et dit, ce qui ne m'a pas surpris, par mon ami Moussa, quand le peuple se soulève massivement contre un régime établi et que ce régime s'effondre, ça s'appelle une révolution. C'est ainsi et c'est une loi de la nature. Nous avons assisté et nous assistons à des révolutions dans le monde arabe. A partir de là, et sans chercher aucune référence historique particulière, sauf à rappeler que les révolutions s'achèvent, bien que ce ne soit pas souvent le cas, elles s'achèvent d'une façon différente que ce que l'on pensait au départ.

Et comme le disait Danton, un grand connaisseur : « Saturne dévore ses propres enfants ». Nous avons assisté à deux élections. Nous avons assisté à une élection en Tunisie et à une élection en Égypte. Nous avons vu dans ces deux cas, et je ne me limite évidemment pas à ces deux cas, un mouvement en faveur d'une présence politique plus forte des islamistes qui se déclarent eux-mêmes modérés. La grande question que nous nous posons précisément parce qu'il s'agit de révolution et qu'il y a un processus révolutionnaire, c'est : va-t-on vers un modèle à la turque, islamisme modéré mais moderne, ou va-t-on assister au contraire, à la faveur de ces mouvements, à un résultat exactement inverse, c'est-à-dire des islamistes qui ne seront pas du tout modérés ? C'est une question d'une extrême importance pour nous tous.

Philippe CHALMIN, Professeur à l'université Paris-Dauphine

Mon nom est Philippe Chalmin, de l'Université Paris-Dauphine. Ma question est liée, dans une certaine mesure, à ce que M. Badinter vient de dire. Il y a 164 ans, l'équivalent européen de la Place Tahrir se tenait devant le palais de la Hofburg. C'était le printemps des peuples. Le Roi Louis Philippe perdit son trône, Metternich perdit son trône, le premier Parlement allemand fut créé, etc. Six mois plus tard, tout était fini. Pensez-vous que ce sera différent cette fois-ci ?

Volker PERTHES, Président et directeur du *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*

Christophe, je crois que vous avez un mot à dire sur la sécurité énergétique.

Christophe DE MARGERIE, PDG de Total

J'ai été très intéressé par un des commentaires. Il est vrai que nous sommes face à une révolution, et je suis entièrement d'accord avec ce que M. le ministre Badinter a dit. Nous sommes face à une révolution et nous ne savons toujours pas comment elle finira. J'indiquais dans ma communication que parfois on ne finit même pas avec les instigateurs de la révolution car ils sont sortis du système. Mais revenons à votre propos. La question était de savoir s'il existe ou non un système pour remplacer l'ancien. Ou devons-nous l'élargir, au niveau parlementaire, comme cela a été fait avec le Parlement européen ? Je ne pense pas que l'exemple du Parlement européen actuel soit le meilleur. Cependant, une fois de plus, je ne pense pas que ce soit la vraie question.

Pour revenir à ce qui a été dit, il y a déjà des organisations qui travaillent là-dessus, plus ou moins. Nous avons parlé de la Ligue arabe. Nous parlons des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Cela marche ; les pays du CCG font un excellent travail dans le domaine de la sécurité de l'accès à l'énergie. Je ne crois pas que j'aimerais en dire beaucoup plus sur le sujet aujourd'hui. Nous nous intéressons tous au Printemps arabe, parce que nous craignons pour la sécurité énergétique.

À mon avis, la meilleure chose à faire est de s'intéresser à ce qui se passe en Syrie et en Libye, parce que l'accès au pétrole et au gaz nous préoccupe. C'est un fait, et nous devons le prendre en considération. Peut-on manœuvrer partout de la même façon ? Je le dis devant le Prince Turki. Il sait ce que je veux dire. Peut-on procéder de la même façon en Arabie Saoudite ou en Tunisie ? La réponse est « non ». Pourquoi ? Parce que les problèmes ne sont pas exactement les mêmes.

Donc, dans tous les cas, nous prenons en considération la question de la sécurité de l'approvisionnement. Cela ne peut pas être la raison première, mais cela ne veut pas dire que cette raison n'existe pas. Nous ne pouvons pas affirmer que nous ne sommes pas concernés par toutes ces questions intéressantes. De façon pragmatique, cela touche le monde entier ; cela ne peut pas être examiné seulement au niveau arabe. C'est une question pour tout le monde aujourd'hui. Qu'on le veuille ou non, nous vivons sur la même planète, dans un environnement mondialisé. Cela n'a rien à voir avec le fait d'être un capitaliste, un communiste ou un Arabe.

Nous faisons partie d'un système général. Ce système général doit être contrôlé selon des modalités prenant en compte la sécurité de l'approvisionnement. Ce n'est pas pour nous ou pour eux, mais pour tout un chacun. Je dois le dire de temps à autre, et c'est difficile parce cela donne le sentiment que je dis ça parce que c'est mon métier. Ce n'est



pas parce que c'est mon métier, c'est parce que c'est ma responsabilité. C'est notre responsabilité de dire aux gens : « Oui, vous pouvez faire cela, mais quelles en seront les conséquences ? »

Je suis ravi que quelqu'un ait introduit la question de l'Iran dans ce débat, parce que l'Iran n'est pas un pays arabe, mais il est situé au Moyen-Orient. Le seul véritable débat sera le Golfe persique *versus* le Golfe arabe. Je ne pense pas que ce sera d'un grand intérêt, mais quelque chose mérite que l'on s'y intéresse. C'est, quel est le rôle de l'Iran ? Quel jeu l'Iran joue-t-il avec la Syrie ? Pourquoi l'Iran va-t-il transporter et acheter le brut syrien quand les autres ne le peuvent pas ? Ce n'est pas parce qu'ils aiment le brut ; c'est parce que Téhéran veut aider un pays en lutte contre ceux qu'il considère comme ses propres ennemis. Je pourrais vous citer maints exemples de cette nature.

Je vais faire une déclaration. Ce ne sera pas une réponse, juste une déclaration. Il y a quelque chose qu'il faut dire maintenant. Que s'est-il passé avec la Syrie, par exemple ? Certains pays occidentaux ont demandé à la Syrie de les aider à trouver une solution à la question du Hezbollah et de l'Iran. Nous le savons parce que c'était dans la presse. Ils ont échoué. Je pose la question à tout le monde. Le régime syrien a commencé à ne plus être acceptable par quiconque, à ce stade. Ce n'est pas une réponse, mais je pense qu'avec ma question j'apporte un élément de réponse.

Amr MOUSSA, ancien secrétaire général de la Ligue des États arabes

Aucune discussion portant sur notre région ne doit faire abstraction de la politique iranienne : c'est un élément important. Je pense que le changement en cours dans le monde arabe est également en cours au Moyen-Orient, dans l'ensemble de la région. Il affectera l'Iran, de même qu'il affectera les autres pays. Il est déjà certain que la situation géopolitique évolue dans le voisinage de la Syrie et cela affecte l'Iran. Par conséquent, l'Iran sera au centre des changements au Moyen-Orient.

Le Moyen-Orient, ou des pays comme la Tunisie et l'Égypte, évolueront-ils vers le modèle turc ou vers le modèle iranien ? À mon avis, il serait très difficile pour des pays comme la Tunisie et l'Égypte de copier le modèle iranien. Leur société, leur vision du monde, leurs principes religieux et leur penchant politique ne les y incitent pas. Le modèle turc est beaucoup plus proche d'eux. L'attitude modérée de la Turquie et l'attitude dure de l'Iran face à la situation au Moyen-Orient ont en quelque sorte compensé le rôle que l'Égypte jouait.

Cependant, il est important que l'Égypte joue à nouveau un rôle actif au Moyen-Orient. Le monde arabe n'acceptera pas la Turquie ou l'Iran comme leaders. Le leadership arabe doit être assuré par un pays arabe. Nous nous félicitons beaucoup du rôle joué par la Turquie et nous entretenons de bonnes relations avec ce pays. Nous avons son modèle présent à l'esprit, mais notre modèle sera différent. Nous sommes en désaccord avec l'Iran sur de nombreux points, mais nombre d'entre nous estiment que la solution, ou le moyen d'aplanir ces différences, consiste à s'asseoir pour en discuter sérieusement avec les Iraniens. Cela implique d'aborder tous les sujets et tous les désaccords sur la réponse à apporter à la question du Moyen-Orient, la question arabe et la question de la Palestine. Nous devons aussi discuter de la question du nucléaire et des relations avec les pays du Golfe etc. Il y a tant de choses dont les Arabes devront s'entretenir sérieusement avec l'Iran.

Quant à la question de la place des femmes, je remercie beaucoup Mary Robinson, ancienne Présidente d'Irlande, de l'avoir posée, et je laisse au Prince Turki le soin d'y répondre. Rassurez-vous. Nos sociétés respectent les femmes. Nous n'ignorons pas qu'il existe des courants ultra-conservateurs, mais ce ne sont que des courants, pas des attitudes dominantes. Je fais partie de ceux qui pensent que nous allons progresser, sans perdre de vue qu'il y a d'autres opinions, des opinions différentes. Cependant, la démocratie sera à l'œuvre, et nous en discuterons ensemble et nous

ferons contrepoids. Sur ce plan, la Ligue arabe aura un rôle très important à jouer. Il sera fondamental de gérer collectivement cette question.

La sécurité énergétique, quant à elle, s'inscrit dans le cadre de notre réflexion sur la nécessité d'un ordre nouveau. La politique énergétique fait partie du paysage économique ; elle fait partie de la situation économique dans la région. Je ne pense pas que la sécurité énergétique soit réellement menacée, du moins tant qu'aucun pays du Moyen-Orient ne fait empirer la situation en déclenchant des guerres et en menant une politique dangereuse. S'il le faisait, il faudrait y mettre un terme, sinon la sécurité énergétique ne sera pas seulement menacée : elle ne sera plus assurée du tout.

Volker PERTHES, Président et directeur du *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*

Je vous remercie beaucoup et vous souhaite bonne chance pour votre campagne. Nous allons nous tourner vers Ed Djerejian. La question n'a pas été posée par la salle, mais comme vous avez été ambassadeur à Damas peut-être voulez-vous dire brièvement où le pays se dirige selon vous et ce que la communauté internationale pourrait faire ?

Edward DJEREJIAN, Président fondateur du James A. Baker III Institute for Public Policy, ancien ambassadeur américain en Syrie

Je pense qu'en Syrie le problème crucial est qu'il y a un vrai manque de leadership. Bashar al-Assad n'est pas son père. Pour autocratique que fût Hafez al-Assad, quand il prenait une décision, il s'y tenait. Nous l'avons appris au cours de très nombreuses négociations. Par contre, Bashar al-Assad, dès son entrée en fonctions, est arrivé nimbé de l'aura de la réforme. Il a fait des discours, mais n'a jamais mis ses actes en conformité avec ses paroles. Telle est la situation à l'heure où nous parlons.

Je qualifierais son dernier entretien avec Barbara Walters de délirant. Il a parlé de la seule chose qu'il craint. Elle lui a demandé : « Craignez-vous de subir le même sort que Moammar Khadafi ? Il a répondu : « La seule chose qu'un Président doit craindre, c'est de perdre le soutien de son peuple. » Je pense que c'est une des déclarations les plus délirantes qu'un dirigeant, dont les forces de sécurité répandent le sang dans la rue, puisse faire.

Les quelques contacts que j'ai eus avec lui me font dire que ce n'est pas un dirigeant qui prend des décisions. Je me demande s'il a le commandement absolu et, selon moi, la Syrie s'oriente vers un dénouement douloureux et tragique. Toute la communauté internationale a donné une chance à la Syrie. La Ligue arabe, les États-Unis, les Européens, les Russes et les Chinois lui ont tous accordé beaucoup de temps pour engager les réformes nécessaires. Tous les membres de la communauté internationale estiment que si la Syrie sombre dans le chaos, ou dans la violence sectaire, ce sera totalement déstabilisateur. Le pays se situe dans une partie très importante du monde arabe. Bashar al-Assad n'a pas pris l'avantage ; il n'a pas fait preuve de leadership. Volker, pour faire très court, je dirais que la Syrie va évoluer de façon très déstabilisatrice.

Volker PERTHES, Président et directeur du *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*

Je dois dire que je partage votre inquiétude. Pour ajouter à vos craintes, d'après les quelques entretiens que j'ai eus avec lui, et d'autres entretiens que j'ai eus avec des personnes de son entourage, je pense que c'est lui qui a le



pouvoir de décision. Il ne l'avait probablement pas la première, la deuxième ou la troisième année de sa prise de fonctions, mais depuis 2005 il a son équipe autour de lui ; il a le pouvoir. D'où mon inquiétude, qui risque de renforcer la vôtre.

Edward DJEREJIAN, Président fondateur du James A. Baker III Institute for Public Policy, ancien ambassadeur américain en Syrie

Je pense qu'il écoute beaucoup plus son entourage que son père ne le ferait. Son père prendrait une décision et commanderait.

Volker PERTHES, Président et directeur du *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*

En théorie, ce n'est pas vraiment mauvais que la personne aux commandes écoute les autres. Cependant, s'il écoute des gens, je pense qu'il n'écoute pas les bonnes personnes. Prince Turki, d'autres questions attendent une réponse de votre part, notamment la question de la place des femmes, à laquelle Amr Moussa a courtoisement choisi de vous laisser répondre. Il y a ce qui est probablement la dernière question sur la Syrie. L'Arabie Saoudite a joué un rôle déterminant dans la signature du plan de paix prévoyant le départ d'Ali Abdallah Saleh, plan qu'il reste encore à mettre pleinement en œuvre. Croyez-vous que l'on ait encore une chance de passer un accord similaire avec le Président syrien, en échange de sa renonciation au pouvoir ?

SAR le Prince Turki AL-FAISAL, Président du Centre du Roi Faisal pour la recherche et les études islamiques

Je ne le pense pas, car Ali Abdallah Saleh a retardé son départ et a joué la montre. Mais il a fini par signer l'accord. La situation n'est pas la même au Yémen et en Syrie. Parvenir à faire signer un accord à Bashar al-Assad est difficile. Comme M. l'ambassadeur Djerejian l'a dit, la Ligue arabe et la communauté internationale ont offert, et offrent toujours à Bashar al-Assad une porte de sortie. Il a refusé, et c'est regrettable parce que cela signifie que le sang coulera à nouveau.

Je devine que si Amr Moussa me laisse le soin de répondre à la question sur la place des femmes c'est parce que je porte moi aussi une robe ! Peut-être cela me permet-il de mieux comprendre la situation de nos femmes dans le monde arabe. Ce que je peux dire, c'est que l'application de la Charia est une question qu'il incombera à la population des pays dans laquelle elle se pose de répondre. En ce qui concerne la Tunisie et l'Égypte, nous voyons les partis dits islamiques l'emporter dans des élections libres et équitables. La population de ces pays sera meilleur juge de ce qu'il convient de faire à ce sujet.

Dans mon pays, nous réfléchissons toujours à la manière de délimiter l'application de la Charia telle que nous la concevons, car nous appliquons effectivement la Charia. Comment pouvons-nous mesurer cela et garantir à travers cela les droits de toute la population, des femmes, des hommes et des enfants ? C'est dans ce contexte que des travaux sont encore en cours. Ce n'est pas seulement dans un pays qui applique la Charia, comme l'Arabie Saoudite, mais aussi dans les autres pays susceptibles de choisir d'emprunter cette voie.

Il y avait une question sur l'Iran. À mon avis, l'Iran est un tigre de papier aux griffes d'acier. Ces griffes, ce sont les différents groupes que l'Iran soutient, non seulement dans le monde arabe, mais aussi dans divers autres pays comme le Pakistan, l'Afghanistan, voire aujourd'hui dans certains autres pays dont le nom se termine par « stan » en Asie centrale. Ces groupes sont dysfonctionnels dans leur propre pays ; il n'y a qu'à voir la façon dont ils traitent leurs propres peuples. L'Iran peut utiliser ces griffes d'acier pour servir ses intérêts dans la région.

Quant à qualifier les révolutionnaires d'« adolescents », franchement, je trouve que c'est insultant pour eux. Par exemple, tout le peuple égyptien s'est soulevé pour chasser l'ancien régime. C'est la même chose en Tunisie, en Libye, et maintenant en Syrie et bien sûr au Yémen. D'autres pays suivront peut-être. En ce qui concerne la création d'un Parlement arabe, il existe déjà un Parlement arabe. Le fait que la personne qui a posé la question n'en a pas entendu parler montre où le monde arabe en est sur ce point. Peut-être que maintenant, avec ce qui se passe dans plusieurs pays, quelque chose pourra être décidé à ce sujet. Toutefois, je ne peux pas dire que je m'attends à ce que cela se fasse dans un avenir proche.

En ce qui concerne la sécurité énergétique, je ne vois aucun problème particulier aujourd'hui. Les terroristes essayent depuis des années de peser sur la question de l'approvisionnement énergétique, au Royaume ou ailleurs, sans y parvenir. Je pense que les mesures prises par les pays qui produisent de l'énergie et qui la vendent sur les marchés ont été très positives et efficaces pour assurer la sécurité énergétique.

En ce qui concerne la question de M. Badinter, à savoir si c'est le modèle turc ou un modèle extrémiste qui sera adopté, je ne sais pas. Franchement, Amr Moussa a mis le doigt dessus quand il a dit que, en particulier en Égypte, c'est le début de la Seconde République, que tout ce qui a précédé n'est plus applicable. Je pense que c'est vrai. Nous assistons à la fin de l'ère postcoloniale dans le monde arabe. Je peux en dire de même pour la Tunisie. Il a été mis définitivement un terme au parti de Bourguiba Ben Ali et à son contrat avec le peuple tunisien. Une nouvelle ère s'est ouverte, une ère postcoloniale totalement distincte de ce qui a succédé aux puissances coloniales.

En ce qui concerne la Syrie, je le répète, nous sommes face à la même situation. Et puis, il y a aussi la Libye. Souvenez-vous, Moammar Kadhafi avait renversé le Roi Senoussi en l'accusant d'être le laquais des impérialistes, des puissances coloniales, etc. Nous sommes à l'aube de cette ère postcoloniale, en particulier dans les pays qui avaient subi le régime et l'influence coloniales

Quant à la révolution de 1848, je ne suis pas un spécialiste de l'histoire européenne. Cependant, la vie m'a appris une chose sur les révolutions : elles s'achèvent généralement sans leurs instigateurs. Elles ont leurs propres facteurs de déclenchement et leur propre dynamique. Dans la plupart des cas, elles consomment ceux qui en ont pris la tête. Nous avons vu la célèbre Révolution française se muer en Terreur, puis engendrer une dictature et l'Empire. En Union soviétique, la révolution a consommé bon nombre de ses dirigeants initiaux : Trotski, Zinoviev, etc. Je m'attends à ce que ceux qui ont dirigé les révolutions dans le monde arabe n'héritent pas des systèmes à venir. Nous en avons déjà eu un signe avec les résultats des élections en Tunisie et en Égypte. C'est une constante de l'Histoire.

Volker PERTHES, Président et directeur du *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*

J'ai l'impression que nous avons couvert beaucoup des sujets qui nous préoccupent. Certains pourraient être approfondis. Vous vouliez dire quelque chose, Christophe de Margerie ?

**Christophe DE MARGERIE, PDG de Total**

Après ce que le Prince Turki a dit, je voudrais juste ajouter que les choses ne sont pas aussi simples que nous voudrions qu'elles soient. Nous disons que certaines gens sont bien et d'autres non. Je connais Abdullah Saleh. Ce n'est pas un de mes amis, mais je le respecte. Je sais ce qu'il a fait pour son pays, en fusionnant les deux parties. Le problème de la frontière avec l'Arabie Saoudite a été résolu. Le problème de la frontière avec Oman a été résolu.

Avec son soutien, nous avons investi dans le plus gros projet énergétique de cette partie du monde. Personne ne croyait que nous pourrions mettre sur pied un projet de 4-5 milliards de dollars au Yémen. Il nous a accordé son soutien. Il nous a aidés à échapper à tous ceux qui venaient avec de l'argent pour tenter de nous corrompre. Il nous a aidés à créer des écoles de formation pour permettre à beaucoup de jeunes, ingénieurs ou non, du Yémen d'être employés dans le cadre de ce projet gigantesque. C'est un projet yéménite. 90 % des travailleurs étaient Yéménites, les autres venaient des Philippines et d'ailleurs.

Je veux juste dire que je n'approuve pas tout ce qu'il a fait. Je sais que l'Arabie Saoudite joue actuellement un rôle important dans la résolution du problème de son départ. Cependant, au lieu de dire qui a tort ou raison, réfléchissons avant que le problème se pose. Nous connaissons ces pays. Nous savons ce qui peut être fait ou non. Mais avant que cela ne devienne une réalité et que nous ne commençons à dire que ce sont des gens bien ou pas bien, nous oublions ce qu'ils ont fait. Nous oublions totalement que nous les avons soutenus, et, brusquement, nous disons qu'ils ne peuvent plus le faire, etc.

Je veux simplement dire : soyons prudents. Il n'y a pas de solution facile. Nous devons avoir une grande connaissance et une bonne compréhension des politiques locales et de la nature des relations entre ces pays. Ce sont des cultures très anciennes, qui entretiennent de longue date des relations entre elles. Je le répète : mon propos n'est pas de donner une leçon de géopolitique. Je veux juste dire que nous ne devrions pas être trop prompts à déclarer que c'est maintenant ou non le bon moment pour agir. C'est probablement inacceptable, mais nous pouvons certainement améliorer les choses si nous agissons plus tôt.

Volker PERTHES, Président et directeur du *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*

Il semble que ce ne soient pas tant les Européens ou les États-Unis ou même l'Arabie Saoudite qui ont dit à Bashar al-Assad ou à Ali Abdullah Saleh qu'il était temps de partir. Il semble que c'est leur peuple qui le leur a dit. Malheureusement, ils n'ont pas les mécanismes que nous avons dans nos pays, où quand il est temps de partir, il y a un bateau et ils doivent partir, parce que les institutions les y obligent. Je pense que nous avons couvert un vaste domaine. C'est un domaine intéressant. J'ai entendu des points de vue divers, ce qui est bon pour la discussion. J'imagine que nous allons approfondir certains de ces points lors des discussions au cours des prochaines sessions sur d'autres thèmes. Je remercie vivement tous les intervenants.